



Une politique climatique globale est la plus efficace

Le 12 décembre, les chefs d'État et de gouvernement du G7 ont décidé de créer un club climatique. Il prendra la forme d'un forum intergouvernemental ouvert à tous les pays qui s'engagent à mettre pleinement en œuvre l'accord de Paris. Il s'agit d'une étape importante dans la lutte contre le changement climatique, que l'économie réclamait depuis longtemps.

La dernière conférence mondiale sur le climat l'a mis en évidence : la politique climatique mondiale n'est pas sur la bonne voie. La discussion porte davantage sur des questions de répartition que sur la prévention des dommages et le débat s'enlise. Pour faire avancer la lutte contre le changement climatique, il est nécessaire de renforcer la coopération et d'examiner toutes les mesures possibles. En fin de compte, le réchauffement ne pourra être ralenti avec succès que par une action internationale concertée. L'idée d'un club climatique mondial est venue du lauréat américain du prix Nobel d'économie William Nordhaus. Avec ce nouveau club climatique, les principales nations industrielles donnent un signal fort en faveur de la décarbonisation de l'industrie et de la prévention des "fuites de carbone". Grâce à cette évolution, un prix mondial pour les émissions de gaz à effet de serre et donc des conditions-cadres comparables au niveau mondial deviennent envisageables pour la première fois. **economiesuisse appelle depuis longtemps** à un effort international pour une meilleure coordination politique dans cette direction. La création d'un club climatique global permettrait d'exclure les désavantages concurrentiels entre les partenaires commerciaux participants et constituerait une étape possible vers une solution en matière de politique

climatique.

LE CLUB CLIMATIQUE EST UNE OPPORTUNITÉ GLOBALE

La Suisse doit se demander si et comment elle peut participer au club climatique international et s'associer aux efforts du G7 en la matière. En effet, un système mondial offre à la Suisse des opportunités sur la voie de la neutralité climatique. Certes, notre pays produit moins de 0,1 pour cent des émissions mondiales sur son territoire. Néanmoins, une **étude de McKinsey** en collaboration avec economiesuisse et le WWF a montré que la Suisse dispose d'un levier climatique global considérable grâce à son économie forte et globale. Pour exploiter au mieux cet important potentiel de décarbonisation de l'économie, il faut réunir les conditions nécessaires. Avec un club climatique, la Suisse a à sa disposition une approche appropriée pour réduire ses propres émissions de gaz à effet de serre et celles ayant lieu à l'étranger, selon des règles et des conditions cadres internationales.

Le club climatique n'a certes pas encore pu se mettre d'accord sur un prix unique du CO₂, mais cela devrait être un de ses objectifs. Avec un prix unique du CO₂, les effets externes du changement climatique seraient internalisés et des solutions pourraient être trouvées de manière efficace et axée sur le marché, sur la base de la responsabilité individuelle. De plus, les distorsions de concurrence seraient minimisées car les entreprises paieraient des coûts de CO₂ comparables dans tous les pays du club. Du point de vue de l'économie, de telles conditions-cadres comparables sont une condition importante pour concrétiser nos propres ambitions climatiques. Elles sont clairement préférables aux bricolages nationaux ou régionaux. Si la Suisse n'adhère pas au club, elle pourrait être en quelque sorte séparée du marché des membres du club par des droits de douane punitifs - au détriment de l'économie.

Il n'est toutefois pas du tout certain que le club soit réalisable et qu'il tienne la route, par exemple par rapport à sa compatibilité avec le droit commercial international. En fin de compte, les incitations doivent fonctionner à l'échelle mondiale pour que l'évolution du climat aille dans la direction politiquement souhaitée. Un effet ne peut être obtenu que si la coordination internationale réussit et si tous les pays peuvent apporter leur contribution. Pour cela, il faut une mise en œuvre pragmatique et non bureaucratique du Club climatique.